

LOUISA HANOUNE :

«Le pays est proche du point de rupture»

Pour la secrétaire générale du Parti des travailleurs, «si l'aisance financière a permis à l'Algérie d'échapper à la vague du printemps arabe, elle est désormais en plein processus révolutionnaire qui, il faut savoir raison garder, risque de déboucher sur le chaos».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Hier à la clôture des travaux de la session ordinaire du Comité central de son parti, la secrétaire générale (SG) du Parti des travailleurs (PT), a salué la décision du MSP à rejeter l'offre du président de la République à entrer dans le gouvernement. «C'est une décision sage et très positive», a-t-elle estimé.

Louisa Hanoune, qui a expliqué que cela relève d'une lecture juste de la situation politique, a par ailleurs, averti contre les dangers qui guettent désormais le pays de toutes parts. «Le scrutin du 4 mai était l'expression violente de la putréfaction du Système politique. Il a fait perdre au pays son immunité interne. Le pays risque de sombrer dans le chaos. Et, cela rend le pays une proie facile pour les convoitises externes», a-t-elle analysé. Et de souligner que seul un renouveau institutionnel préservera l'Etat de la disparition.

La SG du PT, qui s'est dit disposée à discuter des solutions avec des «partis patriotiques» sans préciser lesquels, a déclaré que la grogne populaire va crescendo et que le pays n'est pas loin du point de rupture, celui qui permet de faire la jonction entre les revendications socio-économiques avec les aspirations politiques du renouveau institutionnel. «La situation ressemble à celle de la Tunisie et de l'Égypte au lendemain des élections législatives organisées dans ces deux pays en 2010 et où les partis du pouvoir ont confisqué la volonté populaire», a-t-elle comparé. Et de noter : «L'Algérie a échappé à la vague du printemps arabe parce que l'Etat disposait de ressources financières qui lui ont permis de satisfaire aux revendications des classes ouvrières, et que la relation entre le Système politique et ces classes populaires n'était pas aussi mau-

vaise qu'aujourd'hui». Louisa Hanoune est ainsi convaincue que la situation impose aux Algériens de rester vigilants. «Le système politique est responsable de la décomposition des institutions de l'Etat et l'abstention sans

précédent enregistrée lors du scrutin du 4 mai était une sanction contre ce système. Le pouvoir d'achat des Algériens s'effondre à vue d'œil et les classes ouvrières ne tarderont pas à relayer leurs souffrances sociales avec la nature du système politique. Nous sommes en plein processus révolutionnaire et la combativité des ouvriers va ainsi s'étendre au champ politique», a-t-elle conclu.

L. H.



Louisa Hanoune.

Photo : Samir Sid

SON CONSEIL CONSULTATIF A ENTÉRINÉ LE MOT D'ORDRE

Le MSP dit non à Sellal

Fort du vote à la quasi-unanimité des membres du Conseil consultatif national du mouvement contre l'intégration du prochain gouvernement, le président du MSP lamine tout simplement son prédécesseur à la tête du parti dont le rêve de reprendre place dans le giron du pouvoir s'évapore.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le verdict du vote intervenu à une heure très tardive de la nuit de vendredi à samedi, au bout d'une séance marathon du Conseil consultatif national convoqué en session extraordinaire, 186 contre, 13 abstentionnistes et seulement 9 votants pour le retour au gouvernement, illustre d'une manière éclatante le désaveu de Aboudjerra Soltani au sein de la structure légiférante du parti. Une véritable gifle que l'ex-ministre d'Etat sans portefeuille devra à coup certain méditer, lui qui aurait, selon des indiscretions, décidé de couper tout lien organique avec le mouvement, en affirmant en être démissionnaire à la fin de la séance de vote qui aura peut-être signé sa «fin» au sein du mouvement.

Et Abderezzak Mokri n'a d'ailleurs pas manqué de relever ce «petit détail», en soutenant, hier, lors d'une conférence de presse, «qu'il n'y a pas de courants au sein du MSP». «On ne peut parler de courants quand le refus de la participation au prochain gouvernement a été entériné par la majorité absolue des membres du Conseil consultatif national du mouvement.» Un refus qui, selon le président du MSP, honore le mouvement, affirmant ne pas craindre d'éventuelles «représailles» qu'il ne manquerait pas de subir de la part du pouvoir en signe de punition de ce refus. «Nous ne craignons que

Dieu et puis, pourquoi craindre ? Nous n'avons volé ni banques, ni sociétés. Nous ne sommes pas impliqués dans le terrorisme ni dans le trafic de drogue et nous avons les mains propres. Nous n'avons pas de quoi avoir peur», affirmera-t-il, invitant les Algériens à «se départir de deux tares : la peur et la cupidité».

Affirmant avoir été contacté par le Premier ministre, la première fois lors de la campagne électorale (par téléphone), la seconde fois à la fin des élections (autour d'un café) et la troisième quand Abdelmalek Sellal lui a officiellement fait part de l'offre du président de la République de rejoindre le futur

gouvernement, le président du MSP soutient avoir clairement répondu à son interlocuteur que lui-même et le bureau exécutif du mouvement étaient contre mais que le dernier mot revenait au Conseil consultatif du parti. «Nous avons été clairs et sincères dans notre démarche qui va en droite ligne de la feuille de route de notre dernier congrès. Nous avons publiquement dit que nous étions disposés à rejoindre un gouvernement d'union nationale pour faire face ensemble à la crise du pays à la condition que les élections législatives du 4 mai dernier soient transparentes et régulières. Ce ne fut malheureusement pas le cas, en voulant pour preuve que cette fois-ci, même les partis du pouvoir, le FLN et le RND, ont présenté de nombreux recours qui ne sont qu'une preuve claire de la fraude massive qui a émaillé ce scrutin», dira Mokri.

Pour le président du MSP, la place du mouvement est encore dans l'opposition pour tenter de sauver ce qui peut l'être, faisant part de contacts prochainement avec les boycotteurs et les abstentionnistes pour «provoquer une autre occasion pour une résistance politique commune en vue d'imposer la double transition économique et politique».

Autre source de fierté chez Mokri, le Conseil consultatif du FC (Front du changement) a dit se soumettre à la résolution de son homologue du MSP, même si lui a opté pour la participation au prochain gouvernement, affirmant privilégier le projet de fusion entre les deux partis. D'ailleurs, l'instance consultative du parti que préside Abdelmadjid Ménasra a convoqué un congrès extraordinaire qui prononcera sa dissolution en vue de sa fusion totale au sein du MSP.

M. K.

REFUS DU MSP DE REJOINDRE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le commentaire de Sellal

Le Premier ministre ne veut pas s'appesantir sur le refus du MSP de répondre favorablement à l'offre de rejoindre le gouvernement qu'il lui a faite au nom du président de la République, un nouvel exécutif que celui-ci nommera prochainement à la lumière des résultats des élections législatives du 4 mai dernier.

«Nous leur avons fait une proposition, ils l'ont déclinée, c'est une chose normale», s'est contenté de dire hier Abdelmalek Sellal en marge d'une cérémonie de sortie de la 46^e promotion de l'ENA (Ecole nationale d'administration, qui a porté le nom du défunt président Ahmed Ben Bella.

Et de préciser que rien dans ce refus du MSP ne changera dans l'attitude du gouvernement et du pouvoir dans son attitude à l'égard du mouvement que

préside Abderezzak Mokri dont le conseil consultatif avait décliné cette offre de reprendre place dans le gouvernement à une écrasante majorité de ses membres, avant-hier vendredi à l'occasion d'une session extraordinaire. «Nous sommes des gens conciliants», s'est limité le Premier ministre à répliquer à une question quant à une éventuelle punition que le mouvement islamiste pourrait subir en réaction à ce refus.

Sellal sera certainement reconduit dans sa fonction de coordinateur du gouvernement et le nouvel exécutif sera nommé par le président de la République après l'installation officielle de la nouvelle Assemblée populaire nationale, après-demain mardi.

M. K.

PROCHAIN GOUVERNEMENT

TAJ ne s'opposera pas au maintien de Sellal

Le parti Tajamou Amal Jazaïr (TAJ) ne s'opposera pas au maintien d'Abdelmalek Sellal comme Premier ministre dans le prochain gouvernement. «La nomination d'un gouvernement et du Premier ministre est une prérogative exclusive du chef de l'Etat, il est donc inconcevable que nous la contestions.»

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'est Amar Ghoul, président du parti, qui l'a confirmé hier lors d'une conférence de presse au siège de TAJ, tout en attestant qu'il a eu une longue consultation avec M. Sellal à propos de la possibilité d'intégrer le gouvernement d'après-élections législatives se refusant à en dévoiler la teneur,

notamment le nombre ou la nature des portefeuilles que le parti privilégierait.

Le président de TAJ se réjouit que son parti, qui a obtenu 20 sièges à l'Assemblée nationale se permettant ainsi son groupe parlementaire, se prévalant que le parti «a pu se faire une place respectable» dans le paysage politique



Amar Ghoul.

Photo : NewPress

national. «Nous sommes la troisième force politique dans les soutiens au Président», après le FLN et le RND, a déclaré Ghoul qui souligne que TAJ a confirmé par son résultat «qu'il est un parti de la jeunesse par excellence». Il promet de consolider substantiellement l'assise du parti durant les prochaines joutes électorales, notamment à l'occasion des élections locales. De même que TAJ respectera la décision du Conseil constitutionnel confirmant définitivement les résultats des législatives du 4 mai, même si Amar Ghoul considère que son parti, qui s'est vu crédité de trois sièges en

plus, n'a pas été totalement rétabli dans ses droits. «Nos ambitions étaient plus importantes. Nos recours étaient dûment documentés. Le Conseil ne nous a pas totalement rétablis dans nos droits», a indiqué Ghoul qui dit cependant respecter le résultat annoncé par cette institution. Quant à la décision du Majliss Echoura du MSP, son ancien parti, de décliner l'invitation du chef de l'Etat d'intégrer le prochain gouvernement, Amar Ghoul n'a pas souhaité la commenter au nom du «sacro-saint principe de non ingérence» dans les affaires internes des partis.

Y. D.